

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 28/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



EMGEPE

59 Rue du Maréchal Leclerc
28110 LUCE

Références : IC220744
Code AIOT : 0010000177

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/09/2022 dans l'établissement EMGEPE implanté 59, rue du Maréchal Leclerc 28110 LUCE. L'inspection a été annoncée le 31/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EMGEPE
- 59, rue du Maréchal Leclerc 28110 LUCE
- Code AIOT : 0010000177
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EMGEPE assure des prestations de préparation et de laquage de pièces en sous-traitance.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données à l'arrêté de mise en demeure du 23 juin 2017
- Suites données à l'inspection du 25 mai 2021
- Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	VI 25/05/2021 NC3*	Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 2.5.16	VI 25/05/2021 NC3*	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	VI 25/05/2021 NC1*	Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 1.6 - 1	VI 25/05/2021 NC1*	Sans objet
2	VI 25/05/2021 NC2*	Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 2.5.21	VI 25/05/2021 NC2*	Sans objet
4	VI 25/05/2021 NC4*	Arrêté Ministériel du 09/04/2009, article 27	VI 25/05/2021 NC4*	Sans objet
5	VI 25/05/2021 NC5*	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55	VI 25/05/2021 NC5*	Sans objet
6	VI 25/05/2021 NC6*	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1	VI 25/05/2021 NC6*	Sans objet
7	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Sans objet
8	Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 23 juin 2017 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 1.6 - 1
Thème(s) : Risques accidentels, Défense contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'établissement sera pourvu de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, seaux pompes, extincteur, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Le matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié.
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : VI 25/05/2021 NC1* : L'exploitant ne peut pas justifier si les moyens de secours contre l'incendie sont appropriés. Le calcul des besoins en eau d'extinction incendie et en rétention devra pouvoir être présenté. L'exploitant présente en inspection une évaluation du besoin en eau d'extinction en cas d'incendie à 60m3/h cependant la surface prise en compte dans le calcul présenté est erronée. Les écoulements actuels des eaux d'extinction en cas d'incendie s'effectueraient vers le réseau commun du village d'entreprise sur lequel des activités de traitement de surface sont également exercées. Pour la rétention de eaux d'extinction en cas d'incendie, l'exploitant indique qu'il envisage à son niveau la mise en rétention de son site par pose de batardeaux au niveau des portes d'accès vers l'extérieur de son atelier et qu'il va réitérer sa demande auprès du propriétaire afin que celui-ci mette en place d'un obturateur sur le réseau d'évacuation des eaux pluviales. Par ailleurs, l'exploitant présente la fiche de contrôle du poteau incendie n°3, situé à proximité du site à l'entrée du parking, justifiant d'un débit de 76 m3/h sous 3 bars. Par courriel du 26 octobre 2022 , l'exploitant a transmis à l'inspection le calcul D9 réactualisé des besoins en eau prenant en compte la surface réelle du site. Ce calcul confirme un besoin en eau de 60 m3/h. Le calcul D9A sur la base du calcul D9 n'a pas été réévalué. Cette transmission permet de lever l'écart constaté lors de l'inspection du 25/05/2021 et de l'inspection du 29 septembre 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 2.5.21
Thème(s) : Risques accidentels, Préparation des peintures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La préparation des peintures, de même que le nettoyage de pistolets, dans l'atelier ne pourront se faire que dans un local de préparation séparé des installations d'application et de séchage et ne concernera que la quantité nécessaire au travail de la journée.
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : VI 25/05/2021 : Le local de préparation de peinture n'est pas séparé des installations d'application et de séchage. APMD 23/06/2017 : La société EMGEPE [...] est mise en demeure de : [...] 3. Respecter les dispositions de l'article 2§ 2.5.21. de l'arrêté préfectoral du 06/05/1987 en créant un local de préparation des peintures séparé des installations d'application et de séchage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ; [...]
L'inspection relève dans le local de préparation des peintures la mise en place d'une sorbonne disposant d'une hotte aspirante équipée de filtres à charbon actif. Le respect ou l'abandon des points 1, 2, 4 et 5 de l'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juin 2017 a été observé lors des inspections du 18 décembre 2018 et du 11 février 2020. Le point n°3 de l'article 2 est respecté. Les prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 23 juin 2017 sont toutes respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/05/1987, article 2.5.16
Thème(s) : Risques accidentels, Chauffage des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le chauffage de l'atelier de peinture ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C.
Constats : Absence de déconnexion des radiants du réseau de gaz alimentant l'atelier.
Observations : VI 25/05/2021 : Le chauffage n'est réalisé ni par fluide chauffant (air, eau ou vapeur d'eau), sachant que la température de la paroi extérieure ne doit pas excéder 150°C, ni par tout autre dispositif apportant des garanties de sécurité équivalentes. L'inspection relève la présence de radiants gaz dont les vannes quart de tour sont en position ouverte. Par courriel du 26 octobre 2022, l'exploitant indique qu'aucun des radiants ne fonctionnait le jour de l'inspection et que outre ceux qui sont HS, par absence de boîtiers de commande d'allumage, pour les autres, les commandes sont faites via des thermostats qui sont sur OFF interdisant leur démarrage. L'inspection prend note de cette remarque et reformule l'écart constaté : Absence de déconnexion des radiants du réseau de gaz alimentant l'atelier.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2009, article 27
Thème(s) : Risques accidentels, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est mis à jour et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Absence d'écart constaté.
Observations : VI 25/05/2021 : Le plan des réseaux du site ne fait pas apparaître le réseau interne, en particulier les connexions entre la ligne de traitement de surface et la station de traitement. L'exploitant présente le plan des réseaux de la zone industrielle faisant apparaître les arrivées et sorties d'eau ainsi que les eaux pluviales. L'inspection relève que les plans des réseaux internes et externes ne sont pas fusionnés en un seul plan. Par courriel du 22 octobre 2022, l'exploitant a transmis trois plans des réseaux faisant apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards et avaloirs couvrant l'ensemble de l'établissement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation spécifique d'eau de rinçage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : VI 25/05/2021 NC5* : L'exploitant ne calcule pas la consommation spécifique d'eau par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'inspection relève l'absence d'évaluation de la consommation spécifique d'eau par mètre carré de surface traitée. Par courriel du 26 octobre 2010, l'exploitant a justifié sa consommation spécifique d'eau par le calcul suivant : "Les eaux usées issues des sanitaires sont traitées le réseau de la ville Cm'eau (Station de Lèves). Les eaux industrielles sont issues de notre station de traitement physico-chimique. Partant de nos achats peinture, la surface annuelle peinte est environ de 14 445 m ² et la quote-part de pièces traitées (en nos locaux) est environ de 50%. soit 7 222 m ² (avec des rendements moyens pratiques de 5 m ² pour les poudres et 4 m ² /kg pour les liquides). L'unique installation de traitement de surface comprend 6 fonctions de rinçages et notre débit annuel de sortie de station est de 15 899m ² - 15 919 m ² = 20 m ² (Cf relevés des compteurs de station Sypac de février 2021 à Février 2022) aussi la consommation spécifique d'eau est évaluée à 0,5 litre d'eau par m ² par fonction de rinçage." La consommation spécifique d'eau par fonction de rinçage n'excède pas 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : VI 25/05/2021 NC6*

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans les eaux superficielles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.</p> <p>La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
<p>Observations : VI 25/05/2021 NC6* : L'exploitant n'a pas finalisé les déclarations GIDAF des mois de décembre 2019, avril, juin, août et novembre 2020. Dans le cas où il n'y aurait pas eu de rejet, il convient de l'indiquer en commentaire. Indiquer également les raisons des dépassements en DCO, phosphore et azote des mois de janvier, février et mars 2021.</p> <p>L'inspection relève que les déclarations GIDAF sur 2020, 2021 et jusqu'au mois de novembre pour 2022 sont transmises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : L'exploitant présente le compte-rendu Q18 établi par DEKKRA le 14/02/2022 qui conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de prévention et de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
Constats : Absence d'écart constaté
Observations : L'exploitant dispose de téléphones fixes et mobiles pour alerter les secours. La vérification périodique des extincteurs a été réalisée par CHUBB SICLI le 20 décembre 2021 sur les quatorze extincteurs du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet